

qui dissimule, avec soin, l'asservissement... par la puissance financière et colonisatrice de l'immense majorité des populations du globe, à une minorité de riches pays capitalistes. » (Thèses et additions sur la question nationale et coloniale.)

Le P.C.F. n'a pas soutenu, ne soutient pas comme il le devrait, la lutte antiimpérialiste des Algériens. Il ne montre pas ce qu'elle représente pour la Révolution socialiste mondiale. La place qui y est consacrée dans les thèses est scandaleusement insuffisante et nulle part les événements d'Algérie y sont étudiés du point de vue de leur nature et de leur signification révolutionnaire.

Cette grave lacune est volontaire; elle est la manifestation de l'orientation opportuniste du groupe Thorez et de ceux qui le soutiennent.

Le contenu essentiel de la politique d'Indépendance nationale, même lorsqu'elle voisine avec un programme de nationalisations et l'évocation du socialisme, est la collaboration ou la tentative de collaboration avec une partie de la bourgeoisie **qui ne peut s'accommoder que de bavardages sur les perspectives socialistes.** C'est la raison pour laquelle la direction du P.C.F. rejette furieu-

sément l'idée d'un programme de transition. Thorez et son porte-plume dans « France Nouvelle » ont essayé de faire croire que l'idée même de programme de transition était contraire au léninisme, que ce n'était que la tarte à la crème des trotskystes. Il est vrai, en réalité, qu'à côté des réformistes avec leur programme minimum, qu'à côté des ultragauches et des anarchistes avec leur programme maximum, qu'à côté de la confusion savamment entretenue par les dirigeants poststaliniens, et à côté de tous ceux qui omettent de couronner leurs propositions de celle de gouvernement des organisations ouvrières, les trotskystes sont les seuls, à l'heure actuelle, à défendre l'idée d'un programme de transition. Mais en cela ils ne sont que les continuateurs du léninisme vivant (cf, le dernier numéro de la « Vérité des Travailleurs »).

La politique d'Indépendance Nationale et le refus d'évoquer l'idée d'un programme de transition sont les deux aspects d'une même politique opportuniste qui n'est pas exempte, d'ailleurs, d'un sectarisme prononcé à l'égard des autres tendances du mouvement ouvrier.

R. MERLIN.

LE PREMIER CONGRÈS DU P.S.A.

Il y a un an, tandis que Guy Mollet ouvrait le chemin du pouvoir à de Gaulle, une minorité du P.S. qui avait avalé tant de couleuvres au cours des années passées se décidait enfin à rompre et à s'organiser en une formation indépendante, le P.S.A. Quoique tardif, le moment était assez favorable; car pour la première fois Guy Mollet s'était trouvé mis en minorité au groupe parlementaire et au Comité Directeur de son parti. Mais ceux qui prirent l'initiative de créer le P.S.A. restèrent sur la défensive, s'excusaient de leur action, et... permirent à Guy Mollet de reprendre, avec l'aide de pseudo-opposants du type Defferre, le contrôle du P.S.

Le P.S.A. vient de tenir son premier Congrès. Bien que les possibilités de l'an dernier n'aient pas été exploitées, le Congrès a montré que, dans le mouvement ouvrier français, il existe un nouvel élément.

Tout d'abord les congressistes se trouvaient heureux de pouvoir, pour la première fois depuis des années, parler librement, dégagés du poids direct dans leurs rangs de la machine étatique. Et ainsi, ils s'exprimèrent tout simplement en socialistes. Pour les jeunes générations, c'est probablement la première fois qu'ils ont pu entendre un Congrès socialiste s'exprimer en termes qu'on pouvait entendre dans les années d'entre les deux guerres dans de larges couches de militants socialistes. Cela situe, notons-le, la limite de ce mouvement. Rosenfeld a défendu le marxisme contre Philip, mais un marxisme de menchevik et non le marxisme révolutionnaire des bolcheviks. Le progrès se mesure par rapport au point d'où sont partis les membres du P.S.A.

Le premier point positif est, comme nous l'avions prévu, le rejet de la constitution d'un « parti travailliste » (une expression qui, en France, signifie exactement le contraire de ce qu'est le parti travailliste en Angleterre). Le Congrès a même adopté une résolution qui rejette un statut par lequel l'U.F.D. serait devenue une sorte de super-parti; dans ces conditions, on ne voit pas trop ce que pourra être désormais l'existence de cette U.F.D. qui, dans l'année écoulée, a été avant tout un cartel électoral.

Un second point important, c'est la décision d'unification avec l'U.G.S. A vrai dire, on concevait difficilement le maintien des deux organisations — non pas qu'il n'y a pas de différences entre elles, mais celles-ci ne sont pas telles que s'adressant à une audience plus large que celle

des militants elles pouvaient justifier l'existence de deux organisations. C'est la fusion de ces deux organisations qui va créer un facteur nouveau important dans le mouvement ouvrier français. Important non pas dans le sens de la création du parti marxiste révolutionnaire; les éléments de celui-ci sont encore pour la plus grande partie enrobés dans la gangue stalinienne du P.C.F., et s'ils peuvent être influencés par ce qui se passera dans le nouveau parti, ce ne sera nullement au point de se détacher du P.C.F. pour le rejoindre. Mais important dans le sens qu'il y aura un milieu qui, par suite de l'origine historique du P.S.A., sera un parti ouvrier (et non une formation petite bourgeoise du mouvement ouvrier) où, pour la première fois depuis longtemps, l'emprise bureaucratique sera battue en brèche et où pourront se faire jour, dans des limites plus grandes que par le passé, une activité et une pensée politique indépendantes.

Il est probablement encore trop tôt pour discerner avec précision bien des conséquences de l'unification du P.S.A. et de l'U.G.S. Elle fera partir certains éléments et courants; elle en fera venir d'autres — le tout se faisant dans le cadre si trouble de la situation politique en France avec des développements imprévisibles qui auront des conséquences considérables sur l'avenir de la formation unifiée P.S.A.-P.G.S.

Un dernier point sur lequel le Congrès a été marqué par un progrès, c'est sa décision de faire le front unique avec le P.C.F. sur des points précis et circonstanciés. Faut-il rappeler qu'à sa formation le P.S.A. avait rejeté l'adhésion de Gouin, non pas pour certaines raisons qui auraient pu se justifier à l'égard de celui-ci, mais parce qu'il avait tenu une réunion publique commune avec le P.C.F.? Le courant vers l'unité d'action perceptible lors des élections municipales a été beaucoup plus fortement senti au Congrès du P.S.A. Les congressistes ont aussi montré qu'ils ne sont pas prêts à être les dupes de la direction stalinienne. Si l'on peut faire une critique à ce sujet, c'est que le P.S.A. se situe politiquement sur le même plan de lutte pour la démocratie que le P.C.F. et, par conséquent, qu'il se trouve placé sur la défensive en face d'une force numériquement beaucoup plus grande et plus militante, alors qu'il pourrait dans la question du front unique avoir l'initiative des opérations et mettre la direction du P.C.F. dans de petits souliers en proposant le front unique sur un programme de transition ouvrant concrètement la perspective du socialisme.

Mais on ne pouvait vraiment tant espérer du P.S.A. ou même d'une aile de celui-ci à ce stade de son développement.

En conclusion, ce Congrès a confirmé ce que nous avons déjà eu l'occasion d'écrire: dans la défaite du mouvement ouvrier français subie l'an dernier, un premier élément qui marque un progrès dans le sens d'un renouveau de ce mouvement a été constitué par la formation du P.S.A. Il n'affecte certes pas directement les forces essentielles de la classe ouvrière et surtout pas son avant-garde révolutionnaire et militante. C'est la plus faible des bureaucraties qui a été atteinte. Mais ce nouvel élément dispose d'une force qui ne peut pas ne pas se faire sentir dans tout le mouvement ouvrier, c'est-à-dire aussi dans la partie qui est contrôlée par le P.C.F. C'est dans cette perspective globale que nous saluons les progrès du P.S.A., tels qu'ils se sont exprimés à son Congrès.

FRANÇOIS BILLOUX MET LES PIEDS DANS LE PLAT

« Le régime socialisme aboutit à avoir un parti unique... » François Billoux, éditorial du numéro 703 de « France Nouvelle » (16 avril).

Ainsi après quelques timides phrases écrites dans « l'Humanité » l'été dernier par Waldeck Rochet et reprises, en substance, dans le projet de thèses qui ne faisaient d'ailleurs qu'escamoter le véritable problème qui n'est pas celui de la pluralité de partis quelconques, mais celui de la pluralité des Partis ouvriers se fixant comme objectif le socialisme, François Billoux fait un pas en arrière.

Une grande partie des travailleurs, répétons-le, est méfiante et hostile au « socialisme à la hongroise ». Même l'enquête de « l'Humanité » (nous avons choisi l'Union) auprès des socialistes partisans de l'unité ne peut le cacher. La multiplicité des partis respectant la légalité socialiste leur apparaît, justement, comme une garantie nécessaire contre la bureaucratisation de l'Etat ouvrier. Ce sont des garanties légitimes, au surplus absolument pas en contradiction comme nous l'avons maintes fois expliqué ici, aux principes du léninisme.

La position stalinienne sur cette question, comme sur tant d'autres d'ailleurs fait le jeu des dirigeants de la S.F.I.O. et des ennemis du communisme.